

Manuel Anticorruption

Règles de conduite



1. MESSAGE DU PRESIDENT DU DIRECTOIRE	3
2. DEFINITIONS ET DOMAINE D'APPLICATION	4
2.1 Contexte du Manuel Anti-Corruption	4
2.2 Définitions	4
2.2.1 La corruption	4
2.2.2 Le trafic d'influence	6
2.3 Domaine d'application	8
3. REGLES DE CONDUITE	8
3.1 Cadeaux et marques d'hospitalités	8
3.2. Paiements de facilitation	9
3.3. Dons aux associations et partis politiques	9
3.4. Sélection des agents, intermédiaires, apporteurs d'affaires	10
3.2 Sélection des prestataires	11
3.6 Parrainage (Sponsoring).	11
4. MISE A DISPOSITION DE CES REGLES DE CONDUITE	12
5. SIGNALEMENT DES CAS DE CORRUPTION	12
6. APPLICATION DE CES REGLES DE CONDUITE	12
7. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE	12
8. GLOSSAIRE	13

1. MESSAGE DU PRESIDENT DU DIRECTOIRE

« ONET, des énergies et des ressources pour vous accompagner dans un monde plus sain et plus fiable :

Nous devons mettre en œuvre chaque jour cette mission engageante et ambitieuse en portant collectivement nos valeurs : Ecoute, Respect et Audace et en s'appuyant sur les principes définis dans le code d'éthique de notre Groupe.

Le Code d'éthique met en exergue les principes de respect de la personne, d'intégrité, de loyauté des pratiques commerciales et de respect des législations et pratiques en vigueur attendus par le Groupe.

En appui de ces principes , je décide de renforcer mon engagement de tolérance zéro vis-à-vis de la corruption, de mettre en œuvre spécifiquement des dispositions de prévention et de détection de la corruption et du trafic d'influence telles que des règles de conduite, un programme de formation, un dispositif de gestion des alertes, une cartographie des risques de corruption, ainsi que des contrôles comptables et financiers spécifiques à ces risques.

Ce dispositif doit être connu et compris par tous. En cas de doute sur la position à tenir face à une situation complexe, il est nécessaire que chaque collaborateur ONET questionne en priorité sa ligne hiérarchique.

L'application des règles de conduite détaillées ci-dessous est obligatoire pour tous les salariés (quel que soit le type de contrat) appartenant à ONET S.A et toutes ses filiales consolidées dans les comptes du Groupe ONET.

Toute violation de ces règles peut donner lieu à des actions disciplinaires conformément au cadre légal et réglementaire local applicable, mais également à une condamnation en dommages et intérêts ou à des poursuites pénales. »

Denis Gasquet
Président du Directoire

2. DEFINITIONS ET DOMAINE D'APPLICATION

2.1 Contexte du Manuel Anti-Corruption

La loi Française Sapin 2 LOI n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique a mis **en place une obligation pour les entreprises d'instaurer des mesures spécifiques de prévention contre les risques de corruption et de trafic d'influence. L'élaboration d'un code de conduite aidant à prévenir et détecter de tels comportements fait partie des mesures instaurées.**

Il a été fait le choix par le Groupe que le code de conduite soit dénommé « manuel anticorruption, règles de conduite » afin de le distinguer clairement du Code d'éthique qui lui définit l'ensemble des principes d'actions dans les domaines du respect de la personne, d'intégrité et de loyauté des pratiques commerciales et de respect des législations et pratiques en vigueur attendus par le Groupe.

2.2 Définitions

2.2.1 La corruption

La corruption est un comportement pénalement sanctionné par lequel une personne (le corrompu) sollicite ou accepte un don, une offre ou une promesse, des cadeaux ou des avantages dans le but d'accomplir, de retarder ou d'omettre d'accomplir un acte entrant d'une façon directe ou indirecte dans le cadre de ses fonctions.

Il existe cinq délits de corruption :

- **corruption passive** par une personne dépositaire de l'autorité publique, chargée d'une mission de service public ou investie d'un mandat électif public (article 432-11)¹ ;
- **corruption active** d'un agent public national par un particulier (article 433-1 et suivants) ;
- **corruption du personnel judiciaire** national (article 434-9 et suivants) ;
- **corruption d'agent public étranger** ou dépendant d'une organisation internationale publique et de personnes exerçant des fonctions juridictionnelles dans un Etat étranger ou auprès d'une cour internationale (article 435-1 et suivants) ;
- **corruption passive et active** des personnes travaillant dans le secteur privé (article 445-1 et suivants).

On qualifie la corruption de **passive** lorsqu'une personne exerçant une fonction profite de cette fonction en **sollicitant ou en acceptant des dons**, promesses ou avantages en vue d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte dans le cadre de sa fonction.

On qualifie la corruption **d'active** : lorsqu'une personne physique ou morale **obtient ou essaie d'obtenir**, moyennant des dons, des promesses ou avantages, d'une personne exerçant une fonction, qu'elle accomplisse ou retarde ou s'abstienne d'accomplir ou de retarder un acte de sa fonction ou un acte facilité par elle.

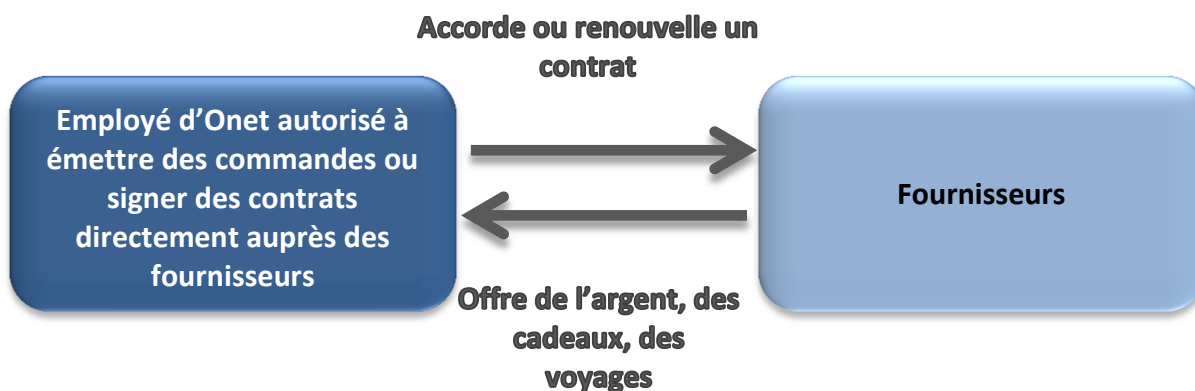
¹ Sont cités les articles en référence du code pénal Français

Attention :

- L'intention est déterminante. Le simple fait d'accepter des sollicitations ou même de céder à des menaces constitue également un acte de corruption.
- Les sanctions sont aggravées en cas de corruption d'agents publics.
- Tout acte de corruption à l'international peut être sanctionné en France.

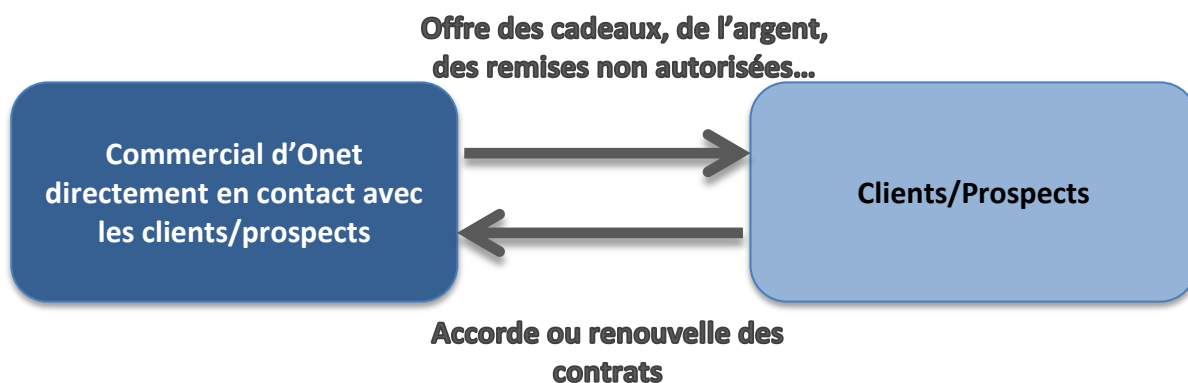
Exemples :

Schéma 1-Corruption passive



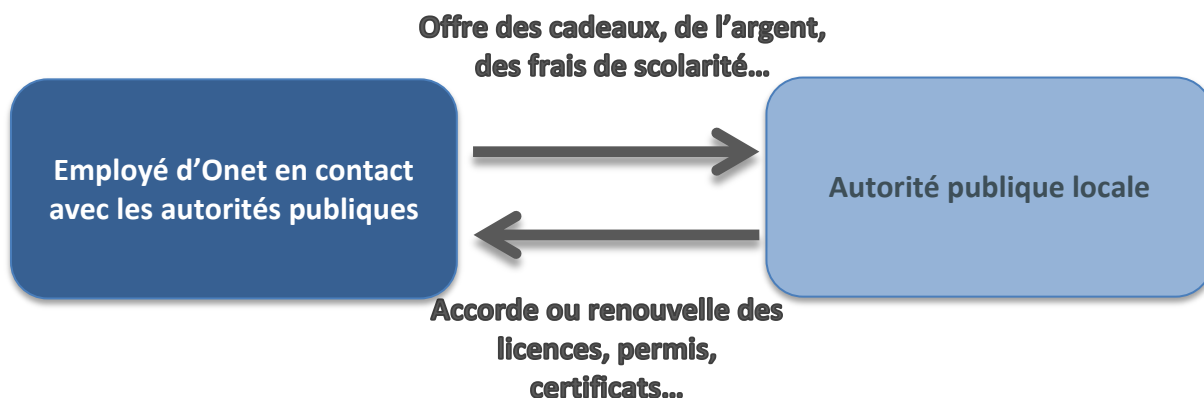
Ex : recevoir une somme d'argent ou accepter un voyage pour référencer un fournisseur en signant un contrat cadre

Schéma 2-Corruption active



Ex : prendre en charge les frais d'un client (ou prospect en lien avec l'entreprise) comme des travaux à son domicile privé, prêt de bien immobilier ou d'un véhicule...

Schéma 3 -Corruption active



Ex : privilégier le recrutement d'un parent du représentant de l'autorité publique, à la demande de l'interlocuteur, pour garder la licence, le certificat, le marché public...

2.2.2 Le trafic d'influence

Le trafic d'influence se distingue de la corruption par le fait qu'il repose sur une relation triangulaire dans laquelle un initiateur monnaie l'influence d'un intermédiaire afin qu'il en abuse auprès d'un décideur pour faire obtenir à l'initiateur un marché, un emploi, une distinction (décorations, médailles, citations, récompenses...), ou toute autre décision en sa faveur.

Il existe cinq délits de trafic d'influence :

- **trafic d'influence passif** (article 432 -11) qui est imputable à une personne se prévalant d'une influence auprès des pouvoirs publics ;
- **trafic d'influence actif** (article 433-1) qui est le fait d'un tiers qui offre une rémunération à une personne qu'il croit posséder une influence, en vue d'obtenir des avantages ou des faveurs ;
- **trafic d'influence actif et passif entre particuliers** (article 433-2) ;
- **trafic d'influence sur le personnel judiciaire national** (article 434-9-1) ;
- **trafic d'influence à destination du personnel judiciaire international et des agents publics internationaux** (article 435-2 et suivants).

Exemples:

Schéma 4 - trafic d'influence actif

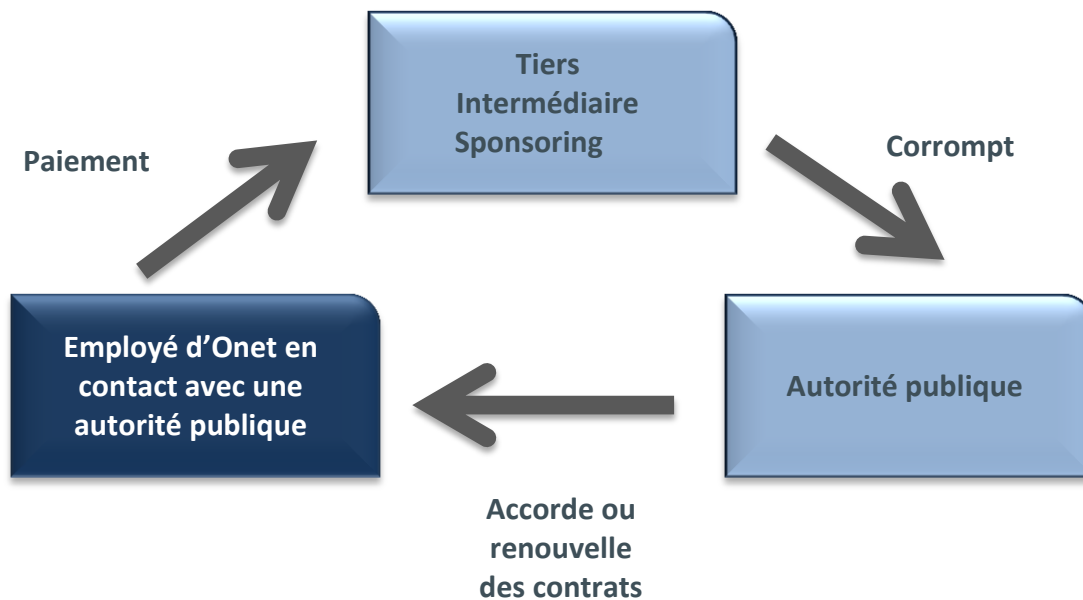
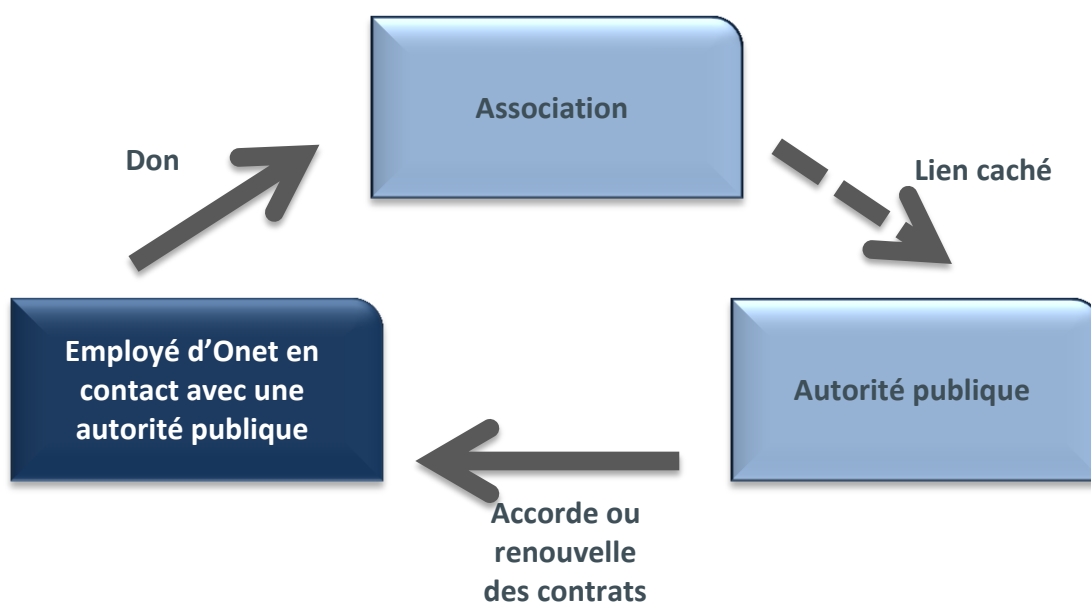


Schéma 5 - trafic d'influence actif



2.3 Domaine d'application

L'application des règles de conduite détaillées ci-dessous est obligatoire pour tous les mandataires sociaux, les salariés (quel que soit le type de contrat) appartenant à ONET S.A et toutes ses filiales consolidées dans les comptes du Groupe ONET.

3. REGLES DE CONDUITE

Différentes règles de conduite sont définies au regard des situations à risques pour ONET :

3.1 Cadeaux et marques d'hospitalités²

Il est interdit :

- d'offrir ou de recevoir de l'argent en espèces ;
- d'offrir ou promettre d'offrir des cadeaux et marques d'hospitalités à toute personne dépositaire de l'autorité publique ou investie d'un mandat électif public ;
- d'offrir, promettre d'offrir ou fournir des cadeaux, services visant à obtenir un avantage indu ou à influencer une action ;
- d'accepter de cadeaux ou marques d'hospitalités (y compris des faveurs accordées à des membres de votre famille) qui puissent porter atteinte à votre objectivité² dans la conduite de vos missions.

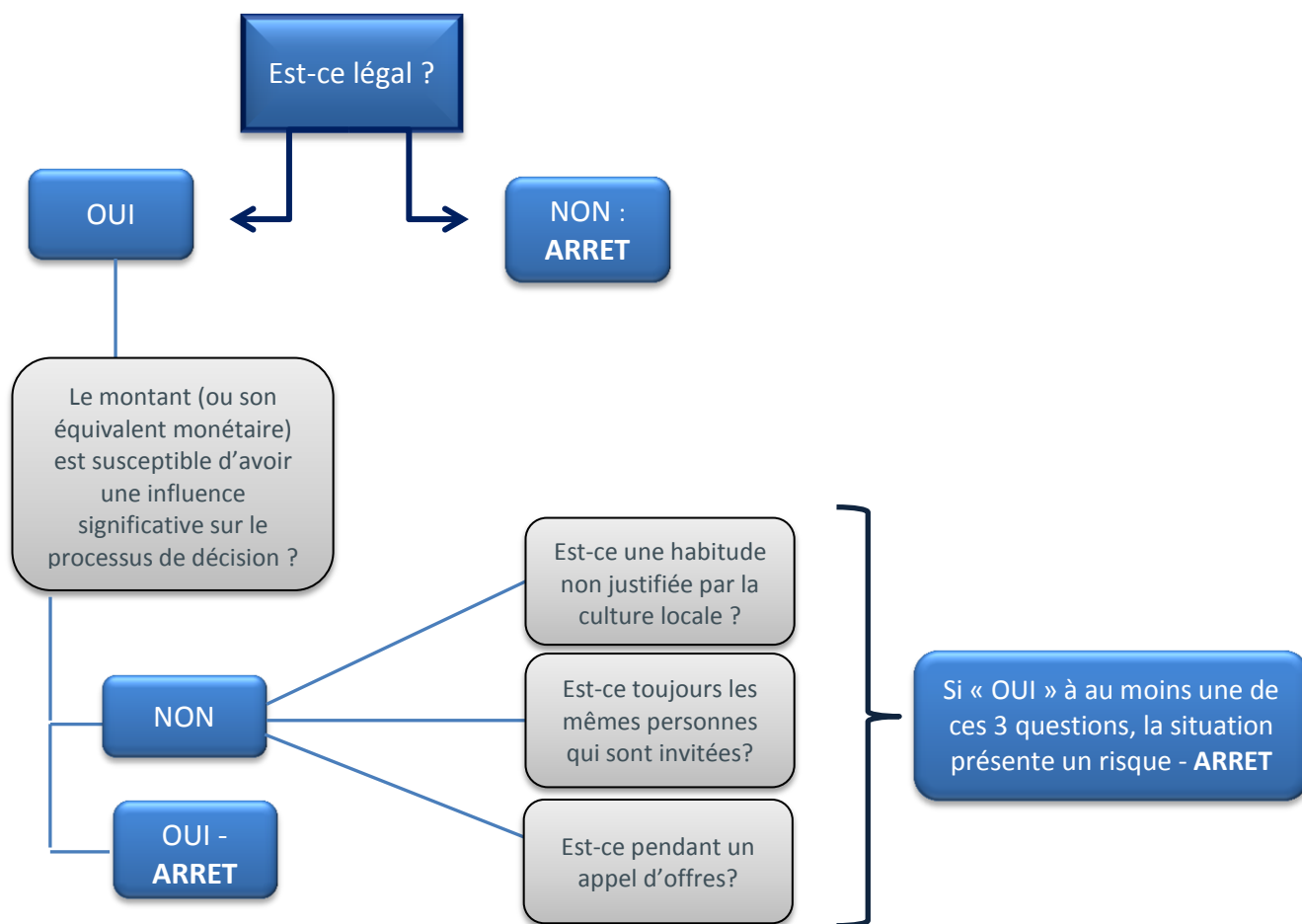
Toutefois, il vous est permis d'accepter ou d'offrir des cadeaux d'entreprise d'une valeur raisonnable, en conformité avec les lois et usages locaux comme, par exemple, un repas occasionnel, une invitation à un événement social, sportif ou culturel, ou la participation à un événement sponsorisé par Onet ou résultant d'une action de mécénat, etc...

Il est important d'apprécier le caractère professionnel, la réciprocité et le contexte au regard de la relation avec le client ou le partenaire et en tout état de cause, l'offre de cadeaux ou services au même bénéficiaire, doit rester occasionnel.

Les dépenses liées à ces cadeaux et marques d'hospitalités doivent être facilement identifiables dans la comptabilité à des fins de traçabilité.

En cas de doute sur le comportement à adopter face à une situation de réception ou d'offre de cadeaux et invitations, se poser les questions suivantes et/ou questionner son responsable hiérarchique.

² Cf. Définitions dans le glossaire en fin de document



Pour tout détail, se conformer à la **Procédure générale SC-DAF-DAMR-PRG-2 « Gestion des frais professionnels »**

3.2. Paiements de facilitation

Les paiements de facilitation sont de petits montants versés à des fonctionnaires pour accélérer l'exécution d'une tâche de routine à laquelle le payeur a droit. Les paiements de facilitation, contrairement aux pots-de-vin, n'entraînent pas d'avantage indu pour le bénéficiaire; ils accélèrent ou facilitent une transaction.

Ils sont à proscrire car illégaux dans presque tous les pays.

3.3. Dons aux associations et partis politiques

Il est interdit :

- d'accorder des dons à des individus, organisations commerciales, organisations soumises à imposition ou dont les objectifs ne sont pas compatibles avec les principes éthiques d'ONET ;
- d'accorder des dons, de quelque nature qu'ils soient, à des partis ou organisations politiques ;
- d'effectuer des paiements sur des comptes privés ou versés en espèces.

Dans l'hypothèse où vous feriez des dons à des associations ou des organisations non gouvernementales, il est absolument nécessaire s'assurer que leur pratique est bien compatible avec nos valeurs et nos attentes en matière de prévention de la corruption.

Même des dons légitimes sont susceptibles d'être interprétés comme des actes de corruption, notamment lorsqu'ils sont effectués au profit d'organisations caritatives pouvant bénéficier à un tiers (tel qu'un représentant de l'État) d'une façon ou d'une autre.

Le risque de corruption peut également être plus direct et se manifester par la constitution de fonds pour des organisations caritatives factices ou illégales dans le but de dissimuler des paiements frauduleux.

Il est donc nécessaire de mener, sur la base d'une analyse de risques, une recherche sur l'historique et la réputation de l'association ou de l'organisme bénéficiaire et de ses représentants. Tout don à une association ou parti politique doit faire objet d'un accord préalable écrit du responsable hiérarchique et d'une information au directeur (G. Lafon).

Les dons doivent être réalisés en toute transparence et doivent être déductibles des impôts. Les justificatifs doivent être communiqués à la direction de la fiscalité.

3.4. Sélection des agents, intermédiaires³, apporteurs d'affaires

Dans l'hypothèse où il est fait appel à des agents, des intermédiaires ou tout autre apporteur d'affaires, ils doivent être sélectionnés et validés via un processus identifié, qui comprend notamment une analyse formelle et revue du risque de corruption.

Toute relation avec un intermédiaire est stoppée immédiatement si ce dernier fait l'objet de poursuites en matière de corruption, ou a déjà été condamné à ce titre.

Tout recours à un intermédiaire est supporté par un contrat revu par la SAJE. Il est rappelé que tout contrat avec intermédiaire ou apporteur doit être signé en respect avec la chaîne des délégations de pouvoir en place dans la société bénéficiaire.

La rémunération de leurs services doit être alignée avec les pratiques du marché sur lequel opère l'agent et être proportionnée à la tâche assignée. L'argent versé doit être payé à une banque de son pays de résidence ou à une banque située dans un pays où il exerce la majorité de ses activités.

Ces rémunérations doivent être identifiables, être correctement comptabilisées et avoir pour contrepartie des services effectivement rendus, conformément aux pratiques de Onet en matière de dépenses autorisées, et à ses règles comptables.



*Pour tout détail, se conformer à la Procédure générale «**Gestion des intermédiaires** » (en cours de rédaction)*

³ Cf définitions dans le glossaire en fin de document

Cas des activités de lobbying⁴ :

Toute société ONET doit s'assurer de manière régulière que les cabinets de lobbying/lobbyistes auxquels elle fait appel remplissent leurs missions en conformité avec les législations applicables. Ce contrôle s'applique également aux salariés du Groupe exerçant des activités de lobbying.

Toute intervention d'ONET dans un cadre public (ex: intervention dans un colloque du sénat ou de l'assemblée) doit être effectuée à titre gracieux (càd ne peut faire l'objet d'une rémunération au bénéfice de la société ONET et ne peut donner lieu à un paiement auprès de l'institution publique).

3.5 Sélection des prestataires

Conformément au paragraphe 3.1, il est rappelé que, tout acte consistant à accepter un avantage (cadeau, don, promesse,...) afin de favoriser un prestataire ou sous-traitant ou afin d'intervenir sur le déroulement d'un appel d'offres peut être considéré comme acte de corruption.

Signataire de la charte des achats responsables, Onet a pris des engagements dans le cadre de la législation en vigueur régulant l'économie de marché, du respect des dispositions européennes et nationales régissant les relations inter-entreprises (Code du Commerce) ainsi que, pour les entreprises et entités concernées, des textes encadrant les marchés publics.

A ce titre, Onet veille à :

- entretenir des relations simples et transparentes avec ses fournisseurs,
- assurer une équité financière vis-à-vis des fournisseurs,
- favoriser la collaboration entre grands donneurs d'ordres et fournisseurs stratégiques,
- réduire les risques de dépendances réciproques entre donneurs d'ordres et prestataires.

Les fournisseurs doivent être sélectionnés et validés via un processus identifié, qui comprend notamment une analyse formelle et revue du risque de corruption.

Dès lors que vous avez connaissance que le prestataire potentiel fait l'objet de poursuites judiciaires en matière de corruption ou a déjà été condamné à ce titre, toute relation et toute négociation doivent être stoppées.



*Pour tout détail, se conformer à la **Procédure générale SC-DAF-DMG-PRG-3.A « Achats »** et la **Procédure générale « Evaluations des tiers »** (en cours de rédaction)*

3.6 Parrainage (Sponsoring).

Les parrainages permettent de renforcer l'image de la marque Onet auprès de groupes cibles spécifiques. Contrairement aux dons, ils visent à obtenir un avantage précis. Les activités de parrainage peuvent concerner les domaines du sport, des arts et de la culture, des sciences et de l'éducation.

Le parrainage peut cependant poser problème s'il est perçu comme un moyen d'obtenir un avantage indu.

⁴ Cf définitions dans le glossaire en fin de document

Les activités de sponsoring doivent faire l'objet d'une analyse préalable par la SAJE (ou équivalent) afin d'évaluer les éventuels risques de corruption et ensuite faire l'objet d'un contrat revu par ce même département. Les justificatifs de parrainage (contrat et tout justificatif d'obtention d'un avantage précis) doivent être conservés.

Les décisions relatives au sponsoring (idem pour le mécénat) doivent être prises au niveau et au nom du Groupe, par la Direction Générale (et non par les filiales) en respect avec les délégations de pouvoir en place dans la société bénéficiaire.

Les montants payés au titre des activités de sponsoring sont identifiés dans des comptes spécifiques.

4. MISE A DISPOSITION DE CES REGLES DE CONDUITE

Le manuel anticorruption, incluant ces règles de conduite, est facilement accessible par l'ensemble des collaborateurs via le portail intranet de l'entreprise ou par affichage.

5. SIGNALEMENT DES CAS DE CORRUPTION

Une ligne d'alerte spécifiquement dédiée à la corruption a été mise en place.

Elle permet le recueil des signalements émanant d'employés et relatifs à l'existence de conduites ou de situations contraires aux règles de conduite énoncées dans ce manuel Anticorruption.

6. APPLICATION DE CES REGLES DE CONDUITE

Le non-respect des dispositions contenues dans le présent manuel entraîne la responsabilité personnelle du salarié et du tiers s'il est prouvé que les faits fautifs, lui sont personnellement imputables.

Pour Onet S.A. et toutes ses filiales consolidées, l'ensemble des dispositions du présent manuel annexé au Règlement intérieur, sont donc opposables à tous les salariés. Ces derniers sont ainsi passibles de sanctions disciplinaires telles qu'elles sont définies par le Règlement Intérieur de l'entreprise dans l'article relatif à la nature et l'échelle des sanctions applicables.

A l'inverse, il est spécifié qu'en aucun cas, un salarié ne pourra être sanctionné pour avoir refusé de participer à un acte de corruption ou de trafic d'influence.

De plus, toute personne physique ou morale appartenant ou non à la Société est passible de sanctions pénales si elle est reconnue coupable de corruption ou de trafic d'influence.

7. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE

Une fois le dispositif mis en œuvre, le contrôle interne vérifie son effectivité et son déploiement à travers les dispositions suivantes :

- Le contrôle des règles édictées par le manuel Anticorruption sont intégrées dans les programmes d'Audit interne du Groupe ;
- Mise en place d'un processus d'auto-évaluation récurrent (sur la base d'un questionnaire en ligne) ;
- Le rapport annuel sur l'application des règles est présenté au comité d'audit du Groupe.

8. GLOSSAIRE

Cadeaux et marques d'hospitalités :

Le terme « cadeau » se réfère généralement à « toute chose de valeur et inclut tout avantage pécuniaire ou non, donation, service, invitation, faveur, rabais, offert ou reçu directement ou indirectement ».

Une « marque d'hospitalité » se réfère généralement à « toute forme de repas, voyage, hébergement, événement culturel ou sportif, réception, offert ou reçu directement ou indirectement ».

Objectivité :

L'objectivité est une attitude impartiale qui permet d'accomplir ses missions de telle sorte que l'on soit certain de la qualité de ses travaux, menés sans compromis. L'objectivité implique que l'on ne subordonne pas son propre jugement à celui d'autres personnes.

Intermédiaires :

Ils interviennent en tant que consultant, expert, apporteur d'affaires, sponsor, représentant, afin de :

- fournir directement ou indirectement des services visant à disposer d'une meilleure connaissance des enjeux et des perspectives d'un marché ;
- préparer ou soumettre des offres à des clients potentiels ;
- obtenir, retenir, faciliter ou fournir une assistance dans la réalisation de contrats commerciaux ou opportunités commerciales dans n'importe quel pays au profit d'une société du Groupe.

Lobbying:

L'activité d'influence exercée au nom du Groupe auprès des détenteurs du pouvoir de décision publique a pour but de défendre les intérêts du Groupe en apportant une expertise qui éclaire la prise de décision. Elle peut être exercée soit de manière formelle par les lobbyistes professionnels, salariés ou non du Groupe, soit de manière informelle par tout collaborateur qui est en contact direct avec un décideur public. Ainsi, le lobbying est autorisé aux niveaux nationaux et supranationaux, s'il se limite à sa fonction initiale et s'il s'exerce dans le cadre des réglementations locales et des codes de déontologie en vigueur.

Mais l'activité de lobbying, nécessaire et légitime en soi, peut devenir illicite. Ainsi, à partir du moment où le lobbying est constitué de « pressions visant à favoriser des intérêts économiques spécifiques auprès des décideurs » – qu'il s'agisse de décideurs individuels ou de décideurs collectifs –, il peut y avoir un risque de trafic d'influence, ou même de corruption.